



COMMISSION EUROPÉENNE

DIRECTION GÉNÉRALE DU COMMERCE ET DE LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE

Bruxelles, le 26 novembre 2025

DOCUMENT D'INFORMATION GÉNÉRAL

Objet **R831 – Réexamen intermédiaire partiel des mesures antidumping applicables aux importations d'articles de vaissellerie et d'ustensiles de cuisine en céramique originaires de la République populaire de Chine**

FONCTIONNAIRES RESPONSABLES
<p>M. Filippo BENELLI M. Christophe RABIN Mme Ana DE LA FUENTE GIL</p> <p>Courriel</p> <p>TRADE-R831-TABLEWARE-INTERIM@ec.europa.eu</p>

1. PROCÉDURE

1.1. Enquêtes précédentes et mesures en vigueur

- (1) Par le règlement (UE) n° 1072/2012 de la Commission du 14 novembre 2012, la Commission a institué un droit antidumping provisoire sur les importations de vaisselle et d'ustensiles de cuisine en céramique originaires de la République populaire de Chine («Chine» ou «RPC»)¹.
- (2) Par le règlement d'exécution (UE) n° 412/2013 du 13 mai 2013, le Conseil a institué des droits antidumping sur les importations de vaisselle et d'ustensiles de cuisine en céramique originaires de la RPC (ci-après dénommés «les mesures initiales») ². L'enquête qui a conduit à l'institution des mesures initiales est ci-après dénommée «l'enquête initiale».
- (3) Par le règlement d'exécution (UE) 2017/1932 de la Commission du 23 octobre 2017³, la Commission a modifié la définition du produit visé dans les mesures initiales, ce qui a conduit à l'exclusion des importations de moulins à condiments ou à épices en céramique et de leurs parties broyeuses en céramique, de moulins à café en céramique, d'aiguiseurs de couteaux en céramique, d'aiguiseurs en céramique, d'ustensiles de cuisine en céramique destinés à couper, broyer, râper, trancher, gratter et éplucher, et de pierres à pizza en céramique cordiélite du type utilisé pour cuire des pizzas ou du pain, à la suite d'un réexamen intermédiaire partiel de la définition du produit.
- (4) Par le règlement d'exécution (UE) n° 2019/1198 de la Commission du 12 juillet 2019⁴, la Commission a réinstitué les mesures antidumping définitives sur les importations de vaisselle et d'ustensiles de cuisine en céramique originaires de la République populaire de Chine à la suite d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures (le «premier réexamen au titre de l'expiration des mesures»).
- (5) Par le règlement d'exécution (UE) 2019/2131 de la Commission du 28 novembre 2019 (UE), la Commission a modifié les mesures existantes à la suite d'une enquête anticcontournement. Le règlement (UE) 2019/2131 a étendu le droit de 36,1 % applicable à «toutes les autres sociétés» imposé par l'article 1er, paragraphe 2, du règlement d'exécution (UE) 2019/1198 de la Commission aux importations déclarées par 33 sociétés

¹ Règlement (UE) n° 1072/2012 de la Commission du 14 novembre 2012 instituant un droit antidumping provisoire sur les importations de vaisselle et d'ustensiles de cuisine en céramique originaires de la République populaire de Chine, JO L 318 du 15.11.2012, p. 28, ELI : <http://data.europa.eu/eli/reg/2012/1072/oj>.

² Règlement d'exécution (UE) n° 412/2013 du Conseil du 13 mai 2013 instituant un droit antidumping définitif et portant perception définitive du droit provisoire institué sur les importations de vaisselle et d'ustensiles de cuisine en céramique originaires de la République populaire de Chine, JO L 131 du 15.5.2013, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2013/412/oj.

³ Règlement d'exécution (UE) 2017/1932 de la Commission du 23 octobre 2017 modifiant le règlement d'exécution (UE) n° 412/2013 du Conseil instituant un droit antidumping définitif et portant perception définitive du droit provisoire institué sur les importations de vaisselle et d'ustensiles de cuisine en céramique originaires de la République populaire de Chine.

⁴ Règlement d'exécution (UE) 2019/1198 de la Commission du 12 juillet 2019 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de vaisselle et d'ustensiles de cuisine en céramique originaires de la République populaire de Chine à la suite d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures conformément à l'article 11, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 2016/1036 (JO L 189 du 15.7.2019, p. 8), modifié en dernier lieu par le règlement d'exécution (UE) 2020/571 de la Commission du 24 avril 2020 modifiant le règlement d'exécution (UE) 2019/1198 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de vaisselle et d'ustensiles de cuisine en céramique originaires de la République populaire de Chine, tel que modifié par le règlement d'exécution (UE) 2019/2131, et remboursement des droits perçus (JO L 132 du 27.4.2020, p. 7), ELI: http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2019/1198/2023-08-05.

qui étaient auparavant soumis à un droit moins élevé et qui ont été jugés comme faisant l'objet d'un contournement par le biais de pratiques de détournement via certains producteurs-exportateurs chinois, et a abrogé leurs codes additionnels TARIC.

- (6) Par le règlement d'exécution (UE) n° 2025/1981 de la Commission du 8 octobre 2025, la Commission a réinstitué les mesures antidumping définitives sur les importations d'articles de vaisselle et d'ustensiles de cuisine en céramique originaires de la République populaire de Chine à la suite d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures (ci-après dénommé «le deuxième réexamen au titre de l'expiration des mesures»).
- (7) Les taux de droit antidumping individuels actuellement en vigueur varient entre 13,1 % et 18,3 %. Tous les producteurs-exportateurs ayant coopéré à l'enquête qui a conduit aux mesures initiales (ci-après dénommée «l'enquête initiale») et n'ayant pas été inclus dans l'échantillon se sont vu attribuer un taux de droit de 17,9 %, tandis que toutes les autres sociétés sont soumises au taux de droit résiduel de 36,1 % (ci-après dénommé «les mesures initiales»).

1.2. Ouverture

- (8) Le 19 décembre 2024, la Commission européenne (ci-après dénommée «la Commission») a ouvert un réexamen intermédiaire partiel limité à l'examen du dumping en ce qui concerne les importations de vaisselle et d'ustensiles de cuisine en céramique originaires de la République populaire de Chine, sur la base de l'article 11, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/1036 du Parlement européen et du Conseil (ci-après dénommé «le règlement de base»). Elle a publié un avis d'ouverture au *Journal officiel de l'Union européenne*⁵ (ci-après «l'avis d'ouverture»).
- (9) La Commission a ouvert l'enquête à la suite d'une demande de réexamen limitée au dumping déposée le 17 octobre 2024 par Cerame Unie / Fédération européenne de la faïence et de la poterie de table et d'ornement (FEPPF) (ci-après «le requérant»). La demande a été déposée au nom de l'industrie de l'Union de la vaisselle et des ustensiles de cuisine en céramique au sens de l'article 5, paragraphe 4, du règlement de base. La demande contenait des éléments de preuve du dumping et du caractère durable du changement de circonstances suffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête.

1.3. Période couverte par l'enquête de réexamen

- (10) L'enquête sur le dumping a porté sur la période comprise entre le 1er juillet 2023 et le 30 juin 2024 (ci-après dénommée «période d'enquête»).

1.4. Parties intéressées

- (11) Dans l'avis d'ouverture, la Commission a invité les parties intéressées à la contacter afin de participer à l'enquête. En outre, la Commission a spécifiquement informé les producteurs-exportateurs connus, les négociants, les autorités chinoises et les importateurs connus de l'ouverture de l'enquête et les a invités à y participer.
- (12) Les parties intéressées ont eu la possibilité de présenter leurs observations sur l'ouverture de l'enquête et de demander à être entendues par la Commission et/ou le conseiller-auditeur dans le cadre de la procédure commerciale.

⁵ JO C, C/2024/7456, 19.12.2024, ELI: <http://data.europa.eu/eli/C/2024/7456/oj>.

1.5. Échantillonnage

1.5.1. Échantillonnage des producteurs-exportateurs en Chine

- (13) Dans l'avis d'ouverture, la Commission a indiqué qu'elle pourrait procéder à l'échantillonnage des parties intéressées conformément à l'article 17 du règlement de base.
- (14) Afin de déterminer s'il était nécessaire de procéder par échantillonnage et, dans l'affirmative, de sélectionner un échantillon, la Commission a demandé à tous les producteurs-exportateurs chinois de fournir les informations spécifiées dans l'avis d'ouverture. En outre, la Commission a demandé à la mission de la République populaire de Chine auprès de l'Union européenne d'identifier et/ou de contacter d'autres producteurs-exportateurs, le cas échéant, qui pourraient être intéressés par une participation à l'enquête.
- (15) 567 producteurs-exportateurs du pays concerné ont fourni les informations demandées et ont accepté d'être inclus dans l'échantillon. Ces producteurs-exportateurs chinois ayant coopéré représentaient ensemble plus de 80 % des importations totales en provenance de Chine au cours de la période d'enquête de réexamen.
- (16) Après avoir analysé les informations fournies par les producteurs-exportateurs chinois, la Commission a décidé de limiter son enquête à un nombre raisonnable de producteurs-exportateurs en sélectionnant un échantillon conformément à l'article 17, paragraphe 1, du règlement de base. Le 21 février 2025, la Commission a provisoirement sélectionné un échantillon de deux groupes de producteurs-exportateurs sur la base du plus grand volume de ventes vers l'Union au cours de la période d'enquête de réexamen⁶. Les deux groupes inclus dans l'échantillon représentaient plus de 10 % du volume total estimé des exportations de vaisselle et d'ustensiles de cuisine en céramique vers l'Union en provenance de Chine au cours de la période d'enquête de réexamen.
- (17) Conformément à l'article 17, paragraphe 2, du règlement de base, tous les producteurs-exportateurs connus concernés et les autorités du pays concerné ont été consultés au sujet de la sélection de l'échantillon. La Commission a reçu des observations du requérant et de l'un des producteurs-exportateurs provisoirement inclus dans l'échantillon.
- (18) Ceramie Unie a fait valoir qu'il lui était impossible de formuler des observations sur le choix de Hunan Hualian China Industry et Hunan Hualian Ebillion China Industry («groupe Hunan Hualian») en raison d'omissions dans la version ouverte. Ceramie Unie a également souligné des divergences entre la réponse d'un producteur-exportateur au formulaire d'échantillonnage et le formulaire d'échantillonnage qu'il avait soumis lors du dernier réexamen au titre de l'expiration des mesures. Ceramie Unie a suggéré que la société avait peut-être volontairement omis certaines ventes afin d'éviter d'être échantillonnée et a exhorté la Commission à clarifier la situation.
- (19) La Commission a examiné les observations présentées par Hunan Hualian China Industry et Hunan Hualian Ebillion China Industry et a demandé aux sociétés de fournir une version ouverte mise à jour, qui a ensuite été ajoutée au dossier public⁷. En ce qui concerne le producteur-exportateur dont les observations étaient prétendument incohérentes, la Commission a recoupé le volume des exportations vers l'UE déclaré dans le formulaire d'échantillonnage avec les volumes enregistrés sous le code TARIC supplémentaire de la société et a constaté que, bien qu'il y ait effectivement des divergences entre les deux chiffres, les corrections apportées

⁶ Note au dossier du 21 février 2025, document numéroté t25.002338 (disponible dans le dossier public).

⁷ Document numéroté t25.008995.

Le volume des exportations vers l'UE aurait encore été trop faible pour que la société figure parmi les plus grands producteurs-exportateurs et soit donc incluse dans l'échantillon. Par conséquent, la correction n'a pas eu d'incidence sur la décision de ne pas inclure la société dans l'échantillon.

- (20) L'un des groupes sélectionnés dans l'échantillon provisoire, le groupe Fun Lin Wah, a présenté des observations précisant qu'il avait inclus les ventes à des négociants indépendants exportant vers l'UE dans ses propres ventes à l'UE et qu'il ne pouvait garantir la coopération de ces négociants indépendants.
- (21) Le 13 mai 2025, la Commission a publié une note au dossier informant les parties intéressées que, à la suite des observations reçues sur l'échantillon provisoire, conformément à la section 5.3 de l'avis d'ouverture, elle avait modifié son échantillon provisoire de producteurs-exportateurs précédemment sélectionné afin d'y inclure un groupe supplémentaire sous le nom de Hunan Huazhi Group. Aucune autre observation n'a été reçue. Le 21 mai 2025, la Commission a confirmé l'échantillon définitif⁸ de producteurs-exportateurs, dont les exportations représentaient plus de 12 % de la quantité déclarée exportée vers l'Union européenne au cours de la période d'enquête de réexamen, par les producteurs-exportateurs ayant coopéré. Aucune observation n'a été reçue.

1.5.2. Échantillonnage des importateurs

- (22) Afin de décider s'il était nécessaire de procéder par échantillonnage et, dans l'affirmative, de sélectionner un échantillon, la Commission a demandé aux importateurs indépendants de fournir les informations spécifiées dans l'avis d'ouverture. Aucun importateur ne s'est manifesté.

1.5.3. Examen individuel

- (23) Au début de la procédure, 19 producteurs-exportateurs chinois ont manifesté leur intérêt pour un examen individuel, mais aucune des 19 sociétés n'a répondu au questionnaire d'échantillonnage. Il a donc été considéré qu'aucune société n'avait officiellement demandé un examen individuel au titre de l'article 17, paragraphe 3, du règlement de base.

1.6. Réponses au questionnaire et visites de vérification

- (24) La Commission a envoyé au gouvernement de la République populaire de Chine («GOPC») un questionnaire concernant l'existence de distorsions importantes en RPC au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point b), du règlement de base. Le GOPC n'a pas répondu au questionnaire.
- (25) La Commission a envoyé des questionnaires aux trois groupes de sociétés inclus dans l'échantillon. Les mêmes questionnaires ont été mis à disposition en ligne⁹ le jour de l'ouverture de la procédure.
- (26) La Commission a recherché et vérifié toutes les informations jugées nécessaires pour déterminer l'existence d'un dumping.
- (27) Des visites de vérification ont été effectuées, conformément à l'article 16 du règlement de base, dans les locaux des sociétés suivantes:

⁸ Note au dossier du 21 mai 2025, document numéroté t25.005523 (disponible dans le dossier public).

⁹ <https://tron.trade.ec.europa.eu/investigations/case-view?caseId=2767>.

- Groupe Fun Lin Wah :
 - Fun Lin Wah Enterprise Limited, Hong Kong
 - Rong Lin Wah Industrial, Shenzhen, Chine
 - Red Star Ceramics Limited, Yiyang, Chine
- Groupe Hunan Hualian :
 - Hunan Hualian Ebillion China Industry, Liling, Chine
 - Hunan Hualian China Industry, Liling, Chine
- Groupe Hunan Huazhi :
 - Hunan Huazhi Ceramic, Liling, Chine
 - Liling Leyi Home Trade, Liling, Chine.

2. PRODUIT FAISANT L'OBJET DE L'ENQUÊTE, PRODUIT CONCERNÉ ET PRODUIT SIMILAIRE

2.1. Produit faisant l'objet de l'examen

- (28) Le produit faisant l'objet du réexamen est le même que celui défini dans le règlement d'exécution (UE) 2017/1932 de la Commission¹⁰ à la suite d'un réexamen de la définition du produit ouvert le 12 avril 2017¹¹, à savoir les articles de vaisselle et d'ustensiles de cuisine en céramique, à l'exclusion des moulins à condiments ou à épices en céramique et de leurs parties broyeuses en céramique, des moulins à café en céramique, des aiguisers de couteaux en céramique, des aiguisers en céramique, des ustensiles de cuisine en céramique destinés à couper, moulin, râper, trancher, gratter et éplucher, et les pierres à pizza en céramique cordiélite du type utilisé pour cuire des pizzas ou du pain («le produit faisant l'objet du réexamen»), relevant actuellement des codes NC ex 6911 10 00, ex 6912 00 21, ex 6912 00 23, ex 6912 00 25 et ex 6912 00 29 (codes TARIC 6911 10 00 90, 6912 00 21 11, 6912 00 21 91, 6912 00 23 10, 6912 00 25 10 et 6912 00 29 10) et originaires de la République populaire de Chine (ci-après dénommés «le produit concerné» ou «les articles de vaisselle et de cuisine en céramique»).
- (29) La vaisselle et les ustensiles de cuisine en céramique peuvent être fabriqués en porcelaine (y compris la porcelaine fine), en poterie commune, en grès, en faïence ou en poterie fine ou en d'autres matériaux. Le produit céramique final dépend du type et de la composition des principales matières premières telles que l'argile, le kaolin, le feldspath et le quartz.

¹⁰ Règlement d'exécution (UE) 2017/1932 de la Commission du 23 octobre 2017 modifiant le règlement d'exécution (UE) n° 412/2013 du Conseil instituant un droit antidumping définitif et portant perception définitive du droit provisoire institué sur les importations d'articles de vaissellerie et d'ustensiles de cuisine en céramique originaires de la République populaire de Chine, JO L 273 du 24.10.2017, p. 4-8, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2017/1932/oj.

¹¹ [Avis d'ouverture d'un réexamen intermédiaire partiel des mesures antidumping applicables aux importations de vaisselle et d'ustensiles de cuisine en céramique originaires de la République populaire de Chine](#), JO C 117 du 12.4.2017, p. 12-14.

- (30) Les articles de vaisselle et d'ustensiles de cuisine en céramique sont commercialisés sous une grande variété de formes qui ont évolué au fil du temps. Ils sont utilisés dans des lieux très divers, par exemple les ménages, les hôtels, les restaurants ou les établissements de soins, et sont principalement destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires.

2.2. Produit concerné

- (31) Le produit concerné par la présente enquête est le produit faisant l'objet du réexamen originaire de la République populaire de Chine, relevant actuellement des codes NC 6911 10 00, ex 6912 00 21, ex 6912 00 23, ex 6912 00 25 et ex 6912 00 29 (codes TARIC 6911 10 00 90, 6912 00 21 11, 6912 00 21 91, 6912 00 23 10, 6912 00 25 10 et 6912 00 29 10) (ci-après dénommé «le produit concerné»).

2.3. Produit similaire

- (32) Comme établi lors de l'enquête initiale et des enquêtes précédentes au titre du réexamen au titre de l'expiration des mesures, la présente enquête au titre du réexamen intermédiaire a confirmé que les produits suivants présentent les mêmes caractéristiques physiques et chimiques de base et sont destinés aux mêmes utilisations de base

- le produit concerné lorsqu'il est exporté vers l'Union ;
- le produit faisant l'objet du réexamen, produit et vendu sur le marché intérieur chinois ;

et

- le produit faisant l'objet du réexamen, produit et vendu dans l'Union par l'industrie de l'Union.

- (33) La Commission a décidé à ce stade que ces produits sont donc des produits similaires au sens de l'article 1er, paragraphe 4, du règlement de base.

3. DUMPING

3.1. Procédure de détermination de la valeur normale au titre de l'article 2, paragraphe 6 bis, du règlement de base

- (34) Compte tenu des éléments de preuve suffisants disponibles à l'ouverture de l'enquête indiquant l'existence de distorsions importantes au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point b), du règlement de base en ce qui concerne la RPC, la Commission a jugé opportun d'ouvrir l'enquête à l'égard des producteurs-exportateurs de ce pays, conformément à l'article 2, paragraphe 6 bis, du règlement de base.
- (35) Par conséquent, afin de recueillir les données nécessaires à l'application éventuelle de l'article 2, paragraphe 6 bis, du règlement de base, la Commission a invité, dans l'avis d'ouverture, tous les producteurs-exportateurs de la RPC à fournir des informations sur les intrants utilisés pour la fabrication de la vaisselle et des ustensiles de cuisine en céramique. Soixante-huit producteurs-exportateurs ont communiqué les informations demandées.
- (36) Afin d'obtenir les informations qu'elle jugeait nécessaires à son enquête concernant les distorsions importantes alléguées, la Commission a envoyé un questionnaire aux pouvoirs publics chinois. En outre, au point 5.2 de l'avis d'ouverture, la Commission a invité

toutes les parties intéressées à faire connaître leur point de vue, à présenter des informations et à fournir des éléments de preuve à l'appui concernant l'application de l'article 2, paragraphe 6 bis, du règlement de base dans un délai de trente-sept jours à compter de la date de publication de l'avis d'ouverture au Journal officiel de l'Union européenne.

- (37) Aucune réponse au questionnaire n'a été reçue du gouvernement chinois et aucune observation concernant l'application de l'article 2, paragraphe 6 bis, du règlement de base n'a été reçue dans le délai imparti. La Commission a ensuite informé le gouvernement chinois qu'elle utiliserait les données disponibles au sens de l'article 18 du règlement de base pour déterminer l'existence de distorsions importantes en RPC. Aucune observation n'a été reçue.
- (38) Au point 5.3.2 de l'avis d'ouverture, la Commission a également précisé que, compte tenu des éléments de preuve disponibles, la Turquie pouvait être considérée comme un pays représentatif approprié au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), du règlement de base aux fins de la détermination de la valeur normale sur la base de prix ou de références non faussés. La Commission a en outre indiqué qu'elle examinerait d'autres pays représentatifs potentiellement appropriés conformément aux critères énoncés à l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), premier tiret, du règlement de base.
- (39) Le 6 juin 2025, la Commission a informé les parties intéressées, par une note («la première note»), des sources pertinentes qu'elle avait l'intention d'utiliser pour déterminer la valeur normale. Dans cette note, la Commission a fourni une liste des facteurs de production tels que les matières premières, la main-d'œuvre et l'énergie utilisés dans la production de vaisselle et d'ustensiles de cuisine en céramique. En outre, sur la base des critères guidant le choix de prix ou de références non faussés, la Commission a identifié des pays représentatifs potentiels, à savoir le Brésil, la Thaïlande et la Turquie, et a conclu, sur la base d'une évaluation préliminaire des données disponibles (résumées ci-dessous aux considérants 63 à 87), qu'elle avait l'intention d'utiliser la Turquie comme pays représentatif approprié. La Commission a reçu des observations du requérant et d'un producteur-exportateur inclus dans l'échantillon. Toutes les observations sont traitées ci-dessous.
- (40) Le 18 août 2025, la Commission a confirmé par une deuxième note (ci-après dénommée «la deuxième note») aux parties intéressées les sources pertinentes qu'elle avait l'intention d'utiliser pour déterminer la valeur normale, la Turquie étant le pays représentatif. La Commission a reçu des observations du requérant et d'un producteur-exportateur. Toutes les observations sont traitées ci-dessous.

3.2. Valeur normale

- (41) Conformément à l'article 2, paragraphe 1, du règlement de base, *«la valeur normale est normalement fondée sur les prix payés ou à payer, au cours d'opérations commerciales normales, par des clients indépendants dans le pays exportateur»*.
- (42) Toutefois, conformément à l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), du règlement de base, *«s'il est déterminé [...] qu'il n'est pas approprié d'utiliser les prix et les coûts intérieurs dans le pays exportateur en raison de l'existence dans ce pays de distorsions importantes au sens du point b), la valeur normale est construite exclusivement sur la base des coûts de production et de vente reflétant des prix ou des références non faussés», et «comprend un montant raisonnable et non faussé des frais administratifs, des frais de vente et des frais généraux ainsi que des bénéfices»* (les «frais administratifs, frais de vente et frais généraux» sont ci-après dénommés «SG&A»).

- (43) Comme expliqué plus en détail ci-dessous, la Commission a conclu dans la présente enquête que, sur la base des éléments de preuve disponibles et compte tenu du manque de coopération du gouvernement chinois et des producteurs-exportateurs, l'application de l'article 2, paragraphe 6 bis, du règlement de base était appropriée.

3.2.1. Existence de distorsions importantes

- (44) La Commission a examiné les éléments de preuve versés au dossier afin de déterminer s'il existait en RPC des distorsions importantes au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point b), du règlement de base, rendant inappropriée l'utilisation des prix et des coûts intérieurs dans ce pays. Cette analyse a porté sur les éléments de preuve suivants relatifs aux différents critères pertinents pour établir l'existence de distorsions importantes.
- (45) Premièrement, les éléments de preuve contenus dans la demande comprenaient les éléments suivants indiquant l'existence de distorsions importantes:
- (46) Dans la demande, le requérant a souligné l'existence de distorsions systémiques transversales en Chine et a analysé les interventions gouvernementales à différents niveaux de l'économie, en particulier dans le secteur de la céramique et sur le marché des articles de table et des ustensiles de cuisine.
- (47) La demande indiquait en outre que le secteur chinois de la céramique, y compris le marché du produit faisant l'objet de l'examen, est desservi par des entreprises qui opèrent sous la propriété, le contrôle ou la supervision politique ou l'orientation des autorités chinoises. À cet égard, le requérant a souligné l'ingérence du gouvernement chinois dans l'économie par le biais de liens étroits entre le Parti communiste chinois (PCC) et les entités publiques et privées, et a déclaré que les objectifs politiques du gouvernement chinois sont atteints grâce à plusieurs mesures, parmi lesquelles les plans économiques nationaux.
- (48) La demande mentionnait en particulier le Plan de développement de l'industrie légère de la Chine pour les années 2016-2020 et les Avis d'orientation 2022 connexes sur la promotion du développement de haute qualité de l'industrie légère, qui visent à renforcer et à améliorer les politiques de soutien budgétaire et financier en faveur du secteur, et à encourager les gouvernements locaux à poursuivre les objectifs fixés pour le secteur également au niveau provincial et municipal¹². Le requérant a fait remarquer que, compte tenu de son importance au sein des industries légères chinoises, l'industrie céramique fait l'objet d'une surveillance et d'une orientation politiques continues de la part du gouvernement chinois afin de garantir le respect de ces plans. Le plan de travail pour une croissance stable de l'industrie légère (2023-2024), qui inclut également le secteur de la céramique, représente un autre document politique mis en place par le gouvernement chinois pour guider le fonctionnement du secteur, grâce à l'adoption de « *mesures plus puissantes [...] visant à renforcer la dynamique de développement, à optimiser la structure économique et à promouvoir la reprise continue de l'économie* »¹³.
- (49) La demande soulignait également que la présence de l'État dans les entreprises lui permettait d'intervenir sur les prix et les coûts du produit faisant l'objet de l'examen. Le requérant

¹² Conseil d'État chinois - Avis d'orientation de cinq départements sur la promotion d'un développement de haute qualité de l'industrie légère ; disponible à l'adresse : https://www.gov.cn/zhengce/zhengceku/2022-06/19/content_5696665.htm (consulté le 16 octobre 2025).

¹³ Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information - Interprétation du plan de travail pour la croissance régulière de l'industrie (2023-2024) ; disponible à l'adresse suivante : https://www.gov.cn/zhengce/zhengceku/202307/content_6895224.htm (consulté le 16 octobre 2025).

a réitéré les conclusions de la Commission dans le premier réexamen au titre de l'expiration des mesures, en particulier en ce qui concerne l'ingérence continue de la Chine par la mise en place de cellules du PCC dans les entreprises publiques et privées. Le requérant a fait référence à la présence du PCC dans des entreprises telles que Great Wall Group et Guandong Sitong, où des membres du PCC occupent des postes de direction. En outre, la demande a souligné l'inclusion des matières premières céramiques dans des plans provinciaux tels que le plan global pour les ressources minérales du Jiangxi (2016-2020) et le plan directeur pour les ressources minérales de la province du Guangdong (2021-2025).

- (50) En outre, le requérant a souligné l'existence de politiques ou de mesures publiques discriminatoires en faveur des fournisseurs nationaux ou influençant d'une autre manière les forces du marché libre. Il a mis en avant les conclusions d'enquêtes antidumping antérieures, dans lesquelles la Commission a établi que des ressources sont allouées à des secteurs désignés comme stratégiques ou importants sur le plan économique, y compris le secteur de la céramique, et a rappelé que le gouvernement chinois a mis en œuvre une « *stratégie de développement des clusters industriels* » afin de fournir des infrastructures stratégiques et des installations spécialisées. Le requérant a donc conclu que l'État chinois alloue des ressources au secteur chinois de la céramique tout en exigeant des entreprises qu'elles se conforment aux politiques publiques, ce qui influence les forces du marché libre dans ce secteur. La demande a également examiné l'absence, l'application discriminatoire ou la mise en œuvre inadéquate des lois sur la faillite, les sociétés ou la propriété dans le secteur de la céramique et sur le marché du produit faisant l'objet de l'examen. Le requérant a souligné le rôle important joué par le gouvernement chinois dans les procédures d'insolvabilité, notamment le fait que les tribunaux chinois sont subordonnés au gouvernement lorsqu'ils décident d'accepter ou de rejeter les demandes des sociétés cotées en bourse. En ce qui concerne les lois sur la propriété en Chine, le requérant a indiqué que toutes les terres appartiennent à l'État et que leur attribution dépend donc uniquement du gouvernement chinois. Il a également réitéré les conclusions du premier réexamen à l'expiration, dans lequel la Commission a établi que, malgré l'existence de dispositions légales prévoyant une attribution transparente des terres, celles-ci ne sont généralement pas respectées.
- (51) Enfin, la demande soulignait que les coûts salariaux sont faussés en Chine, en particulier dans le secteur de la céramique et sur le marché du produit faisant l'objet du réexamen. Ces distorsions avaient déjà été constatées lors du premier réexamen au titre de l'expiration des mesures et le requérant n'a trouvé aucun élément prouvant que le secteur des articles de table et des ustensiles de cuisine était à l'abri des distorsions des coûts salariaux.
- (52) Deuxièmement, dans une enquête récente concernant le secteur de la céramique en RPC¹⁴, la Commission a constaté l'existence de distorsions importantes au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point b), du règlement de base. Dans cette enquête, la Commission a constaté qu'il existait une intervention substantielle de l'État en RPC, entraînant une distorsion de l'allocation efficace des ressources conformément aux principes du marché¹⁵. En particulier, la Commission a conclu que, dans le secteur de la céramique, non seulement le gouvernement chinois conserve une participation importante au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point b), premier tiret, du règlement de base¹⁶ mais qu'il est également en mesure d'intervenir sur les prix et les coûts par le biais de la présence de l'État dans les entreprises au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point b),

¹⁴ Règlement d'exécution (UE) 2024/493 de la Commission du 12 février 2024 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de carreaux de céramique originaires de la République populaire de Chine à la suite d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures conformément à l'article 11, paragraphe 2, du règlement (UE) 2016/1036 du Parlement européen et du Conseil, http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2024/493/oj.

¹⁵ Règlement d'exécution (UE) n° 2024/493 de la Commission, considérants 99 à 137.

¹⁶ Règlement d'exécution (UE) 2024/493 de la Commission, considérants 104.

deuxième tiret du règlement de base¹⁷. La Commission a en outre constaté que la présence et l'intervention de l'État sur les marchés financiers, ainsi que dans la fourniture de matières premières et d'intrants, ont également un effet de distorsion supplémentaire sur le marché. En effet, dans l'ensemble, le système de planification en vigueur en RPC a pour conséquence que les ressources sont orientées vers des secteurs désignés comme stratégiques ou politiquement importants par le gouvernement chinois, plutôt que d'être allouées en fonction des forces du marché¹⁸. En outre, la Commission a conclu que les lois chinoises sur la faillite et la propriété ne fonctionnent pas correctement au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point b), quatrième tiret, du règlement de base, ce qui entraîne des distorsions, notamment lors du maintien à flot d'entreprises insolvables et lors de l'attribution de droits d'utilisation des sols en RPC¹⁹. Dans le même ordre d'idées, la Commission a constaté des distorsions des coûts salariaux dans le secteur de la céramique au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point b), cinquième tiret, du règlement de base²⁰, ainsi que des distorsions sur les marchés financiers au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point b), sixième tiret, du règlement de base, notamment en ce qui concerne l'accès au capital pour les entreprises en RPC²¹.

- (53) Troisièmement, dans le dernier réexamen au titre de l'expiration des mesures concernant le produit faisant l'objet du réexamen⁽²²⁾ la Commission a conclu à l'existence de distorsions importantes au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point b), du règlement de base. La Commission n'a pas connaissance de changements structurels majeurs en RPC en général et/ou dans le secteur concerné en particulier, susceptibles d'influencer cette conclusion.
- (54) Quatrièmement, des éléments de preuve supplémentaires figurant dans le rapport sur les distorsions importantes dans l'économie chinoise (ci-après dénommé «le rapport») ²³, établi par la Commission conformément à l'article 2, paragraphe 6 bis, point c), du règlement de base, ont mis en évidence l'existence de distorsions importantes également pendant la période d'enquête de réexamen.
- (55) Cinquièmement, aucun élément de preuve ni aucun argument contraire n'a été présenté par les pouvoirs publics chinois ou les producteurs-exportateurs dans le cadre de la présente enquête.
- (56) Compte tenu de ce qui précède, les éléments de preuve disponibles ont montré que les prix ou les coûts du produit faisant l'objet du réexamen, y compris les coûts des matières premières, de l'énergie et de la main-d'œuvre, ne résultent pas des forces du marché libre, car ils sont influencés par une intervention publique importante au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point b), du règlement de base, comme le montre l'incidence réelle ou potentielle d'un ou de plusieurs des éléments pertinents qui y sont énumérés. Sur cette base, la Commission a conclu qu'il n'était pas approprié d'utiliser les prix et les coûts intérieurs pour établir la valeur normale dans le cas présent. En conséquence, la Commission a procédé à la construction de la valeur normale exclusivement sur la base des coûts de production et de vente reflétant des prix non faussés.

¹⁷ Règlement d'exécution (UE) n° 2024/493 de la Commission, considérant 135.

¹⁸ Règlement d'exécution (UE) 2024/493 de la Commission, considérant 108.

¹⁹ Règlement d'exécution (UE) 2024/493 de la Commission, considérants 127.

²⁰ Règlement d'exécution (UE) 2024/493 de la Commission, considérant 128.

²¹ Règlement d'exécution (UE) 2024/493 de la Commission, considérants 129.

²² Règlement d'exécution (UE) 2025/1981 de la Commission du 7 octobre 2025 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de vaisselle et d'ustensiles de cuisine en céramique originaires de la République populaire de Chine à la suite d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures conformément à l'article 11, paragraphe 2, du règlement (UE) 2016/1036 du Parlement européen et du Conseil, http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2025/1981/oj.

²³ Document de travail des services de la Commission sur les distorsions importantes dans l'économie de la République populaire de Chine aux fins des enquêtes de défense commerciale, 10 avril 2024, SWD (2024) 91 final.

ou des critères de référence, c'est-à-dire, dans le cas présent, sur la base des coûts de production et de vente correspondants dans un pays représentatif approprié, conformément à l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), du règlement de base.

3.2.2. *Pays représentatif*

3.2.2.1. Remarques générales

(57) Le choix du pays représentatif a été fondé sur les critères suivants, conformément à l'article 2, paragraphe 6 bis, du règlement de base:

- Un niveau de développement économique similaire à celui de la RPC. À cette fin, la Commission a utilisé des pays dont le revenu national brut par habitant est similaire à celui de la RPC, sur la base de la base de données de la Banque mondiale²⁴ ;
- Production du produit faisant l'objet de l'enquête dans ce pays ;
- Existence de données pertinentes facilement disponibles dans le pays représentatif ;
- Lorsqu'il existe plusieurs pays représentatifs possibles, la préférence a été donnée, le cas échéant, au pays offrant un niveau adéquat de protection sociale et environnementale.

(58) Comme expliqué aux considérants 39 et 40, la Commission a publié deux notes au dossier concernant les sources utilisées pour déterminer la valeur normale: la première note sur les facteurs de production, datée du 6 juin 2025, et la deuxième note sur les facteurs de production, datée du 19 août 2025. Ces notes décrivaient les faits et les éléments de preuve à l'appui des critères pertinents et répondaient également aux observations formulées par les parties sur ces éléments et sur les sources pertinentes. Dans les deux notes sur les facteurs de production, la Commission a informé les parties intéressées de son intention de considérer la Turquie comme un pays représentatif approprié dans le cas présent si l'existence de distorsions importantes au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, du règlement de base était confirmée.

3.2.3. *Un niveau de développement économique similaire à celui de la RPC*

(59) Dans la première note sur les facteurs de production, la Commission a identifié le Brésil, la Thaïlande et la Turquie comme des pays ayant un niveau de développement économique similaire à celui de la RPC selon la Banque mondiale, c'est-à-dire qu'ils sont tous classés par la Banque mondiale comme des pays à « revenu intermédiaire supérieur » sur la base du revenu national brut, où la production du produit faisant l'objet de l'enquête était connue.

(60) Aucune observation n'a été reçue concernant la sélection des pays identifiés dans cette note.

3.2.4. *Existence de données pertinentes facilement disponibles dans le pays représentatif*

(61) Dans la première note, la Commission a examiné les importations des facteurs de production les plus importants («FoP») originaires de la République populaire de Chine dans chacun des pays potentiellement représentatifs au cours de la période d'enquête.

²⁴ Données ouvertes de la Banque mondiale – Revenu intermédiaire supérieur, <https://data.worldbank.org/income-level/upper-middle-income>.

Les importations en provenance de Chine représentaient une part importante des importations de la Thaïlande, soit environ 36 % du volume total importé, tandis que les importations chinoises au Brésil et en Turquie étaient négligeables.

- (62) La Commission a estimé que la Thaïlande, en raison de la part de ses importations chinoises, ne devait pas être considérée comme un pays représentatif par rapport au Brésil et à la Turquie.
- (63) Lors de l'analyse des importations en provenance du reste du monde, en termes de quantité importée réelle, la Turquie a importé 11 fois plus de kaolin (la principale matière première en termes de quantité) et 2 fois plus de pigments du reste du monde que le Brésil. Pour l'oxyde de zinc, le Brésil en a importé 7 fois plus que la Turquie.
- (64) Le Brésil a importé nettement moins de kaolin, la principale matière première en termes de quantité, que la Turquie et, en outre, présentait une proportion plus élevée d'importations chinoises pour d'autres codes SH. La Commission a donc provisoirement conclu que les importations turques devaient être prises en considération pour établir les valeurs des FoP.
- (65) En outre, dans la première note, la Commission a informé les parties intéressées qu'elle établirait les frais de vente, les dépenses administratives et les autres frais généraux («SG&A») ainsi que les bénéfices sur la base des informations disponibles pour Kütahya Porselen Sanayi A.S. («Kütahya Porselen»), producteur turc du produit faisant l'objet de l'enquête.
- (66) Le groupe Hunan Hualian a présenté des observations concernant le choix du pays représentatif approprié, ainsi que le choix de Kütahya Porselen comme source des frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux et des bénéfices.
- (67) Concernant la décision de la Commission de ne pas considérer la Thaïlande comme un pays représentatif en raison de la part importante des importations chinoises, Hunan Hualian Group a fait valoir que la part élevée des matières premières importées de Chine en Thaïlande n'était pas suffisante pour prouver que les prix de référence étaient faussés, et a souligné que les prix à l'importation en Thaïlande étaient, pour la plupart, plus élevés qu'en Turquie.
- (68) En outre, le groupe Hunan Hualian a affirmé que la Turquie n'aurait pas dû être considérée comme un pays représentatif approprié en raison de sa situation économique exceptionnelle et de son inflation élevée pendant la période d'enquête de réexamen. Selon ces allégations, l'inflation élevée a faussé les prix de référence et a affecté la représentation fidèle des informations financières conformément aux normes comptables internationales pour les économies inflationnistes («IAS 29»). En outre, le groupe Hunan Hualian a fait valoir que les augmentations du salaire minimum en Turquie avant la période d'enquête de réexamen avaient faussé les coûts de main-d'œuvre, les rendant non représentatifs.
- (69) La Commission a noté que les prix à l'importation en Turquie étaient conformes aux prix à l'importation au Brésil et en Thaïlande, rejetant ainsi l'argument selon lequel les références n'étaient pas représentatives. La Commission a également souligné que l'ajustement des informations financières conformément à la norme IAS 29 répondait à la pratique économique générale et que, selon les sources fournies par le groupe Hunan Hualian, les augmentations du salaire minimum visaient à ramener les coûts de main-d'œuvre à un niveau correspondant au niveau de développement économique global du pays. Les allégations ont donc été rejetées.

- (70) Hunan Hualian Group a également proposé la Thaïlande comme pays représentatif le plus approprié et a fourni des sources d'informations financières sur plusieurs producteurs d'articles de vaisselle et d'ustensiles de cuisine en céramique en Thaïlande.
- (71) La Commission a examiné la disponibilité et la représentativité des informations concernant l'industrie thaïlandaise et a constaté que les sources d'informations financières présentées par le groupe Hunan Hualian, ainsi que toutes les autres sources consultées par la Commission, étaient beaucoup moins détaillées et complètes que les informations disponibles pour Kütahya Porselen. Les informations financières disponibles pour l'industrie thaïlandaise se limitaient à quelques données financières de base, tandis que, pour Kütahya Porselen, les informations accessibles au public comprenaient l'ensemble complet des états financiers. La Commission a constaté qu'il en allait de même pour les sources d'informations sur les coûts de main-d'œuvre. Elle a donc conclu que la Turquie était mieux adaptée pour servir de pays représentatif au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), du règlement de base et a rejeté la Thaïlande en conséquence.
- (72) Enfin, le groupe Hunan Hualian a contesté le choix de la Commission de baser le calcul des frais généraux et administratifs et des bénéfices sur les documents financiers divulgués par Kütahya Porselen, au motif que les calculs effectués à partir des documents d'une seule entreprise refléteraient les spécificités de l'entreprise sélectionnée, qui ne s'appliquent pas nécessairement à l'ensemble du marché. À cette fin, le groupe Hunan Hualian a fait valoir que la société sélectionnée fabriquait des objets décoratifs haut de gamme qui n'étaient pas inclus dans le champ d'application du produit faisant l'objet de l'enquête et qu'elle avait engagé des dépenses financières élevées, suggérant que, par conséquent, ses frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux ainsi que ses marges bénéficiaires étaient anormalement élevés. Par conséquent, le groupe Hunan Hualian a estimé qu'il était plus raisonnable d'établir les références pour les frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux et les bénéfices sur la base des données publiques du gouvernement turc pour l'ensemble du secteur (NACE C234). Enfin, le groupe Hunan Hualian a demandé que les frais de commission soient déduits du total des frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux afin de mieux se rapprocher du ratio des frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux au niveau départ usine.
- (73) La Commission a examiné cette demande et a conclu qu'il n'existait aucune preuve suggérant que les objets décoratifs commercialisés par Kütahya Porselen – qui ne représentaient qu'une partie mineure du catalogue de la société – étaient de qualité supérieure à certaines de ses ventes du produit faisant l'objet de l'enquête. En outre, la Commission a noté que les frais généraux et administratifs et les bénéfices indiqués dans les rapports audités de Kütahya Porselen correspondaient aux niveaux du secteur dans son ensemble (NACE C234) communiqués par le gouvernement turc, que le groupe Hunan Hualian a suggéré comme source alternative appropriée bien qu'il ne dispose pas de données pour 2024 et qu'il couvre beaucoup plus de produits ne relevant pas de la définition du produit que le catalogue de produits de Kütahya Porselen²⁵
- (74) De plus, la société n'a pas démontré pourquoi les frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux ainsi que la marge bénéficiaire de Kütahya Porselen n'étaient pas raisonnables et non faussés. Enfin, la Commission n'a trouvé aucune raison pour laquelle les commissions sur les ventes ne feraient pas partie des frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux départ usine, car elles ne sont pas liées aux frais de transport ou aux frais de douane. Par conséquent, les demandes ont été rejetées.

²⁵ Catalogue de produits : <https://kurumsal.kutahyaporselen.com/tr/urunler>

²⁶ La catégorie NACE C234 comprend les sous-catégories suivantes :

- C-2341 « Fabrication d'articles ménagers et d'ornement en céramique »,
- C-2342 « Fabrication d'appareils sanitaires en céramique »,

- (75) Compte tenu des considérations qui précèdent, la Commission a informé les parties intéressées, dans la deuxième note, de son intention d'utiliser la Turquie comme pays représentatif approprié et Kütahya Porselen, conformément à l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), premier tiret, du règlement de base, afin d'obtenir des prix ou des références non faussés pour le calcul de la valeur normale.
- (76) Les parties intéressées ont été invitées à présenter leurs observations sur le choix du pays représentatif et de la société en tant que producteurs dans le pays représentatif. La Commission a reçu des observations du requérant et du groupe Hunan Hualian. Toutes les observations sont examinées ci-dessous.
- (77) Dans ses observations sur la deuxième note FOP, le groupe Hunan Hualian a maintenu ses précédentes affirmations concernant le choix de Kütahya Porselen comme source pour les frais généraux et administratifs et les bénéfices, et a souligné qu'il appartient à la Commission de justifier la pertinence de ses critères de référence, et non aux parties de prouver leur inadéquation. Le groupe Hunan Hualian a également fait remarquer la différence de 10 points de pourcentage entre la marge des frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux de Kütahya Porselen et celle du secteur dans son ensemble, et a insisté pour que les données relatives à l'ensemble du secteur soient utilisées. En outre, le groupe Hunan Hualian a remis en question la correspondance entre les noms des comptes et l'organisation des documents financiers des différentes périodes examinées et a demandé que les chiffres figurant sous la rubrique « frais d'expédition/de transport et d'affranchissement » soient également déduits du calcul des frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux.
- (78) La Commission a réaffirmé qu'elle considérerait les éléments de preuve présentés dans les deux notes comme suffisants pour considérer les documents financiers facilement accessibles de Kütahya Porselen comme une source d'information appropriée pour le calcul des frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux raisonnables et non faussés, ainsi que des marges bénéficiaires. En fait, les commentaires du groupe Hunan Hualian sur les ajustements nécessaires pour garantir la représentativité du calcul des frais généraux et administratifs constituent une preuve supplémentaire de l'exhaustivité et du niveau de détail des documents de Kütahya Porselen, ainsi que de l'importance de la granularité des données, que les données sectorielles plus générales ne peuvent égaler.
- (79) En ce qui concerne la correspondance entre les noms des comptes et l'organisation au fil des périodes, la Commission a reconnu qu'à partir de 2024, Kütahya Porselen semble avoir réorganisé la structure de ses rapports financiers. Toutefois, la Commission ne voit pas en quoi cela aurait pu porter préjudice aux entreprises, étant donné qu'elle a utilisé les chiffres les plus prudents pour garantir l'équité, comme c'est le cas pour les frais de douane pour 2024. En ce qui concerne l'absence de frais de transport enregistrés en 2024, la Commission comprend que ceux-ci ont été inclus dans les « frais d'expédition » habituels, ce qui explique pourquoi ils sont nettement plus élevés que lors des périodes précédentes.
- (80) En ce qui concerne les frais d'affranchissement, lors de la vérification, il a été confirmé avec les sociétés échantillonnées qu'il était courant dans le secteur d'engager des frais d'expédition et d'affranchissement liés à l'envoi d'échantillons et de matériel promotionnel, et non au produit faisant l'objet de l'enquête. La Commission a donc estimé que ces frais étaient à juste titre considérés comme faisant partie des frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux. Les demandes ont donc été rejetées.
- (81) Le groupe Hunan Hualian a également réitéré son affirmation selon laquelle la Turquie n'était pas un pays représentatif approprié. Le groupe Hunan Hualian a estimé que la Commission s'était contredite en affirmant que le fait de baser les valeurs de référence sur les prix à l'importation en devises internationales (dans ce cas, le CNY) minimisait l'effet de l'inflation sur

ces indices de référence, tout en affirmant que la relation entre les taux de change et l'inflation n'était pas linéaire. En outre, le groupe Hunan Hualian a souligné qu'au cours des cinq années écoulées entre la première enquête de réexamen au titre de l'expiration des mesures (achevée en 2019) et l'enquête actuelle, les prix de référence avaient augmenté de plus de 50 %. Selon le groupe Hunan Hualian, cette augmentation était frappante et injustifiée. Enfin, le groupe Hunan Hualian a insisté sur le fait que les augmentations du salaire minimum intervenues avant la période d'enquête de réexamen étaient des mesures politiques visant à obtenir un soutien électoral et qu'elles avaient eu un impact direct et immédiat sur les salaires à l'échelle nationale.

- (82) Le groupe Hunan Hualian a également maintenu son argument précédent selon lequel la Thaïlande est un pays représentatif plus approprié en raison de la disponibilité des informations financières pour 2023 et 2024 pour plusieurs producteurs, que le groupe Hunan Hualian considère comme plus représentatives que le choix de Kütahya Porselen par la Commission. En outre, le groupe Hunan Hualian a fait valoir que, lors d'enquêtes précédentes, la Commission avait établi des références en matière de coûts de main-d'œuvre pour la Thaïlande, qu'il jugeait suffisamment détaillées et fiables.
- (83) En ce qui concerne la pertinence du choix de la Turquie comme pays représentatif, la Commission n'a constaté aucune contradiction entre les deux arguments et a estimé que le fait que le recours à des valeurs de référence fondées sur les prix à l'importation exprimés en monnaie internationale permette de minimiser l'effet de l'inflation en monnaie nationale et le fait que la relation entre les taux de change et l'inflation ne soit pas linéaire sont tous deux cohérents sur le plan économique.
- (84) En outre, le requérant a souligné à juste titre dans ses observations sur la note que l'augmentation des prix de référence pour le Brésil entre le premier réexamen au titre de l'expiration des mesures et l'enquête actuelle était d'une ampleur similaire, voire supérieure dans certains cas, à celle observée pour la Turquie. Il convient de noter que l'inflation au Brésil est nettement inférieure à celle de la Turquie (environ 4,5 % pendant la période d'enquête de réexamen²⁷), ce qui renforce encore la conclusion de la Commission selon laquelle les variations des prix de référence à l'importation ne sont pas causées par l'inflation.
- (85) En outre, la Commission a rappelé au groupe Hunan Hualian que, conformément à la jurisprudence constante des tribunaux de l'Union, la pratique administrative passée ne peut être utilisée pour apprécier la légalité des règlements instituant des droits antidumping²⁸. Par conséquent, la pratique passée dans d'autres enquêtes n'est pas considérée comme un argument suffisant. Toutefois, bien que la Commission n'ait pas contesté la fiabilité des données financières et relatives à la main-d'œuvre pour la Thaïlande, elle a estimé que les données pour la Turquie étaient plus précises, plus fiables, plus détaillées et permettaient une construction plus exacte des critères de référence pertinents pour le produit faisant l'objet de l'enquête. À cet effet, la Commission a réaffirmé que les informations détaillées, spécifiques au secteur et accessibles au public sur les coûts de main-d'œuvre en Turquie constituaient clairement une source plus appropriée que la construction de ce critère de référence pour la Thaïlande. En outre, elle a estimé que des informations financières détaillées et vérifiées pouvant être limitées à la durée exacte de la période d'enquête de réexamen constituent sans aucun doute une source d'information plus optimale que des informations plus génériques couvrant une période plus large en dehors de la période d'enquête de réexamen.

²⁷ [Perspectives économiques mondiales \(avril 2025\) - Taux d'inflation, prix moyens à la consommation.](#)

²⁸ Par exemple, arrêt du 2 juillet 2025, *PT Permata Hijau Palm Oleo et PT Nubika Jaya contre Commission européenne*, affaire T-187/23, ECLI:EU:T:2025:663, paragraphe 95.

3.2.5. Niveau de protection sociale et environnementale

- (86) Après avoir établi que la Turquie était le seul pays représentatif approprié disponible, sur la base de tous les éléments susmentionnés, il n'était pas nécessaire de procéder à une évaluation du niveau de protection sociale et environnementale conformément à la dernière phrase de l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), premier tiret, du règlement de base.

3.2.5.1. Conclusion

- (87) Compte tenu de l'analyse ci-dessus, il a été conclu que la Turquie remplissait les critères énoncés à l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), premier tiret, du règlement de base pour être considérée comme un pays représentatif approprié.

3.2.6. Sources utilisées pour établir les coûts non faussés

- (88) Dans la première note, la Commission a énuméré les facteurs de production tels que les matières, l'énergie et la main-d'œuvre utilisés dans la fabrication du produit faisant l'objet de l'enquête par les producteurs-exportateurs et a invité les parties intéressées à présenter leurs observations et à proposer des informations accessibles au public sur les valeurs non faussées pour chacun des facteurs de production mentionnés dans cette note. Par la suite, dans la deuxième note, la Commission a déclaré que, afin de construire la valeur normale conformément à l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), du règlement de base, elle utiliserait Global Trade Atlas pour établir le coût non faussé de la plupart des facteurs de production, notamment les matières premières. En outre, la Commission a déclaré qu'elle utiliserait les données publiées par l'Institut turc de statistique et l'Autorité de régulation du marché de l'énergie («EMRA») pour établir les coûts non faussés de la main-d'œuvre²⁹ et de l'énergie³⁰ et les informations publiées par la présidence du Bureau d'investissement de la République de Turquie pour l'eau.
- (89) Dans la deuxième note, la Commission a également informé les parties intéressées qu'en raison du grand nombre de facteurs de production des producteurs-exportateurs inclus dans l'échantillon qui ont fourni des informations complètes et du poids négligeable de certaines matières premières dans le coût total de production, ces éléments négligeables ont été regroupés sous la rubrique «consommables». En outre, la Commission a indiqué qu'elle calculerait le pourcentage des consommables dans le coût total des matières premières et appliquerait ce pourcentage au coût recalculé des matières premières lorsqu'elle utiliserait les références non faussées établies dans le pays représentatif approprié.

3.2.6.1. Facteurs de production

- (90) Compte tenu de toutes les informations fournies par les parties intéressées et recueillies lors des visites de vérification, les facteurs de production et leurs sources suivants ont été identifiés afin de déterminer la valeur normale conformément à l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), du règlement de base:

Tableau 1

²⁹ Insérer la référence.

³⁰ Insérer la référence.

Facteurs de production des articles de vaisselle et d'ustensiles de cuisine en céramique faisant l'objet de l'enquête

Facteur de production	Code des marchandises	Valeur non faussée	Unité de mesure
Matières premières			
Sables siliceux et sables quartzeux, naturels	250510	0,41 CNY/KG	KG
Kaolin (et autres argiles kaoliniques)	250700200011, 250700200018, 250700800011, 250700800012	1,73 CNY/KG	KG
Bentonite, calcinée ou non	250810000011, 250810000012	2,74 CNY/KG	KG
Argile plastique (argile)	250840	1,43 CNY/KG	KG
Autres phosphates de calcium	283526 ³¹	10,08 CNY/KG	KG
Matériaux à base de gypse pour moules	2520200010, 252020009019	4,62 CNY/KG	KG
Feldspath	252910000011, 252910000012, 252910000019	1,02 CNY/KG	KG
Substances minérales non spécifiées ni incluses ailleurs	25309030, 25309040, 25309050, 25309070	12,85 CNY/KG	KG
Oxyde de zinc ; peroxyde de zinc	2817000010, 2817000090	22,60 CNY/KG	KG
Silicates ; silicates de métaux alcalins commerciaux, autres que de sodium	2839900010, 2839900020, 283990009012, 283990009013, 283990009015	8,82 CNY/KG	KG
Pigments et préparations à base de dioxyde de titane	320619	23,39 CNY/KG	KG
Pigments préparés, opacifiants préparés, couleurs préparées et préparations similaires	320710	42,26 CNY/KG	KG
Matériaux pour glaçures	32072010, 320720900011, 320720900019	12,98 CNY/KG	KG

³¹ Dans la deuxième note FOP, la Commission a identifié les codes de marchandises 251010009011 et 251010009012 comme références appropriées pour les phosphates de calcium. À la suite des informations vérifiées reçues lors des visites de vérification auprès des producteurs-exportateurs, la Commission a conclu que le code 283526 était plus approprié.

Fritte de verre et autres verres, sous forme de poudre, de granulés ou de flocons	32074040, 32074085	9,36 CNY/KG	KG
Transferts (décalcomanies), vitrifiables	490810	286,24 CNY/KG	KG
Vaisselle et ustensiles de cuisine en céramique, en porcelaine ou en faïence	691110000011, 691110000012, 691110000019	41,01 CNY/KG	KG
Poudres d'aluminium à structure non lamellaire	760310	29,47 CNY/KG	KG
Consommables			
Main-d'œuvre			
Coûts de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier		74,92 CNY/heure	heure
Énergie			
Électricité		0,83 CNY/kWh	kWh
Gaz naturel		2,86 CNY/m ³	m ³
GNL		4,07 CNY/ m3	m ³
Eau		1,66 CNY/m ³	m ³

- (91) La Commission a inclus une valeur pour les frais généraux de fabrication afin de couvrir les coûts non inclus dans les facteurs de production mentionnés ci-dessus. La méthode utilisée pour établir ce montant est dûment expliquée au considérant (107).

3.2.6.2. Matières premières

- (92) Afin de déterminer le prix non faussé des matières premières livrées à la sortie de l'usine d'un producteur représentatif du pays, la Commission s'est fondée sur le prix moyen pondéré à l'importation dans le pays représentatif tel qu'il figure dans le Global Trade Atlas, auquel ont été ajoutés les droits à l'importation et les frais de transport. Le prix à l'importation dans le pays représentatif a été déterminé comme étant la moyenne pondérée des prix unitaires des importations en provenance de tous les pays tiers, à l'exclusion de la RPC et des pays qui ne sont pas membres de l'OMC, énumérés à l'annexe 1 du règlement (UE) 2015/755 du Parlement européen et du Conseil³². La Commission a décidé d'exclure les importations en provenance de la RPC dans le pays représentatif, car elle a conclu, aux considérants (42) à (54) qu'il n'était pas approprié d'utiliser les prix et les coûts intérieurs en RPC en raison de l'existence de distorsions importantes, conformément à l'article 2, paragraphe 6 bis, point b), du règlement de base. Étant donné qu'il n'existe aucune preuve montrant que les mêmes

³² Règlement (UE) 2015/755 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux règles communes pour les importations en provenance de certains pays tiers (JO L 123 du 19.5.2015, p. 33). L'article 2, paragraphe 7, du règlement de base considère que les prix intérieurs dans ces pays ne peuvent être utilisés pour déterminer la valeur normale.

Les distorsions n'affectant pas de manière égale les produits destinés à l'exportation, la Commission a considéré que ces mêmes distorsions affectaient les prix à l'exportation.

- (93) Pour un certain nombre de facteurs de production, les coûts réels supportés par les producteurs-exportateurs ayant coopéré représentaient une part négligeable du coût total des matières premières au cours de la période d'enquête de réexamen. Étant donné que la valeur utilisée pour ces facteurs n'avait pas d'incidence notable sur le calcul de la marge de dumping, quelle que soit la source utilisée, la Commission a décidé d'inclure ces coûts dans les consommables, comme expliqué au considérant 89.
- (94) La Commission a invité toutes les parties intéressées à présenter leurs observations sur les sources et la méthodologie utilisées pour établir le prix non faussé des facteurs de production du produit faisant l'objet de l'enquête.
- (95) Le groupe Hunan Hualian a affirmé que la Commission avait analysé les quantités et les prix à l'importation des facteurs de production en Turquie à l'aide des codes SH. Selon ce producteur-exportateur, la Commission devrait fonder son analyse sur les codes douaniers à 8 chiffres, qui couvrent un ensemble de produits plus restreint et plus représentatif que les codes SH à 6 chiffres.
- (96) La Commission a fait remarquer que, bien que les producteurs-exportateurs chinois aient fourni des codes à 8 chiffres, ces codes correspondaient en fait à un code SH, les deux derniers chiffres étant «00», et ne fournissaient donc pas plus d'informations qu'un code SH. De plus, la comparaison entre la Chine et la Turquie n'est possible qu'au niveau des codes SH.

3.2.6.3. Main-d'œuvre

- (97) Dans les première et deuxième notes, la Commission a informé toutes les parties qu'elle avait l'intention d'utiliser les données publiées par l'Institut turc de statistique pour le secteur manufacturier spécifique. Aucune observation n'a été reçue dans le délai imparti.
- (98) Après l'expiration du délai, le groupe Hunan Hualian a présenté des observations demandant à la Commission de calculer la référence pour la main-d'œuvre sur la base des données disponibles dans la base de données de l'Organisation internationale du travail (OIT). À cette fin, la société affirme que les données de l'OIT sont mises à jour plus souvent que les données officielles turques.
- (99) La Commission a rejeté cette affirmation. Selon elle, les données de l'OIT ne sont disponibles que sur une base annuelle, ce qui oblige à faire des approximations, tandis que les données de l'Institut turc de statistique sont disponibles sur une base trimestrielle, ce qui permet un calcul plus précis pour la période d'enquête de réexamen. En outre, l'OIT ne fournit que peu de détails, car elle se réfère uniquement au secteur générique de la « fabrication », tandis que les données de l'Institut turc de statistique sont ventilées par « fabrication de produits minéraux non métalliques ».
- (100) En ce qui concerne les coûts de main-d'œuvre, en l'absence de données plus récentes, la Commission a utilisé les données publiées par l'Institut turc de statistique, en particulier les salaires déclarés dans le secteur manufacturier pour 2022 pour l'activité économique C.23 (Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques) selon la NACE Rév. 2, qui sont les statistiques les plus récentes disponibles. Les valeurs ont été correctement ajustées en fonction de l'inflation à l'aide de l'indice des prix à la production publié par l'Institut turc de statistique³³.

³³ TÜİK - Veri Portalı (tuik.gov.tr) et TÜİK - Veri Portalı (tuik.gov.tr).

3.2.6.4. Électricité

- (101) La Commission a utilisé les statistiques sur les prix de l'électricité publiées par l'Autorité turque de régulation du marché de l'énergie (EMRA)³⁴ dans ses communiqués de presse réguliers couvrant les tableaux tarifaires basés sur les factures d'électricité des utilisateurs industriels, qui sont publiés trimestriellement, ce qui permet une couverture exacte de la période d'enquête.

3.2.6.5. Gaz naturel

- (102) La Commission a utilisé le prix du gaz pour les utilisateurs industriels en Turquie tel que publié par l'Autorité de régulation du marché de l'énergie (EMRA) dans son rapport sur le secteur du marché du gaz naturel pour 2023 et 2024³⁵. La Commission a utilisé les données relatives aux prix du gaz industriel dans la tranche de consommation correspondante en TRY/Sm3 couvrant le dernier semestre de 2023 et le premier semestre de 2024.

3.2.6.6. Gaz naturel liquéfié (« GNL »)

- (103) Dans ses observations sur la deuxième note, le requérant a fait valoir que le prix de référence établi sur la base des prix du gaz naturel en Turquie reposait à tort sur le prix générique du gaz naturel à usage industriel, plutôt que sur le prix du GNL, qui est le mode d'importation prédominant du gaz naturel en Chine et qui avait été utilisé dans d'autres enquêtes. Le requérant a donc demandé à la Commission d'utiliser ce dernier, car il serait plus représentatif de la situation des producteurs-exportateurs en Chine.
- (104) Le groupe Hunan Hualian a rétorqué que les données relatives aux prix du gaz naturel en Turquie sont plus détaillées et sont calculées sans tenir compte d'autres coûts, tels que la taxe spéciale à la consommation. En outre, il a fait valoir que la distinction entre le gaz naturel importé par gazoduc et le GNL serait contraire à la pratique établie de la Commission et qu'il était impossible pour les entreprises de savoir quelle était la source d'approvisionnement en gaz de leurs fournisseurs.
- (105) Le requérant a en outre insisté sur sa demande visant à ce que la Commission utilise le prix de référence du GNL dans l'enquête, en faisant valoir que (1) les données officielles sur les prix du GNL sont plus détaillées que celles sur les prix génériques du gaz naturel et permettraient de déduire la taxe spéciale à la consommation, (2) ce choix serait conforme à la pratique de la Commission, et (3) l'argument du groupe Hunan Hualian selon lequel les producteurs ne disposaient d'aucune information sur la source du gaz naturel acheté était sans fondement, étant donné que le groupe Hunan Hualian avait lui-même déclaré avoir effectivement acheté du gaz qui n'était pas importé sous forme de GNL.
- (106) Le groupe Hunan Hualian a présenté des observations supplémentaires réitérant ses précédentes allégations et a fait remarquer que seulement 0,96 % du gaz naturel distribué en Turquie était du GNL, affirmant que les prix du GNL communiqués en Turquie n'étaient donc pas représentatifs. Le groupe Hunan Hualian a également affirmé que le fait que le requérant considérait qu'il était plus approprié d'utiliser un indice de référence basé sur les prix du GNL plutôt qu'un indice basé sur le prix du gaz naturel acheminé par gazoduc prouvait que la Turquie n'était pas un pays représentatif approprié.

³⁴ <https://www.epdk.gov.tr/Detay/Icerik/3-0-39/kurul-kararlari->.

³⁵ [EPDK | Enerji Piyasası Düzenleme Kurumu](#).

- (107) La Commission a rappelé aux deux parties que, conformément à la jurisprudence de la Cour de justice, les pratiques administratives passées ne peuvent être utilisées pour remettre en cause la légalité d'une interprétation juridique et des décisions connexes.
- (108) La Commission a examiné l'argument avancé par Ceramie Unie concernant l'approvisionnement en gaz naturel de la Chine et a constaté que, pendant la période d'enquête de réexamen, les importations de GNL représentaient environ 58 % de toutes les importations de gaz naturel en Chine³⁶ et que les importations de gaz par gazoduc affichaient une tendance à la hausse³⁷. D'autre part, au cours du processus de vérification, la Commission a observé que, dans la plupart des cas, les parties connaissaient la méthode d'approvisionnement en gaz naturel qu'elles achetaient et qu'il était donc possible d'établir une distinction.
- (109) La Commission a estimé que la demande des requérants d'utiliser les prix du GNL comme référence plus appropriée ne résultait pas d'un manque de pertinence des données disponibles en Turquie, mais plutôt d'une évaluation plus détaillée du marché chinois.
- (110) La Commission a donc décidé d'appliquer des références distinctes pour le gaz naturel et le GNL, telles que communiquées par les sociétés incluses dans l'échantillon et vérifiées dans leurs locaux.
- (111) La Commission a utilisé le prix de vente du GNL en Turquie publié par l'Autorité de régulation du marché de l'énergie (EMRA) dans ses rapports périodiques sur les prix du GNL/GNC sur le marché du gaz naturel³⁸. La Commission a procédé aux ajustements appropriés pour établir le prix de référence hors taxes.

3.2.6.7. Frais généraux de fabrication, frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux, et bénéfices

- (112) Conformément à l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), du règlement de base, «la valeur normale construite comprend un montant raisonnable et non faussé pour les frais administratifs, les frais de vente et les autres frais généraux ainsi que pour les bénéfices». En outre, il convient de déterminer une valeur pour les frais généraux de fabrication afin de couvrir les coûts non inclus dans les facteurs de production susmentionnés.
- (113) Les frais généraux de fabrication supportés par les producteurs-exportateurs inclus dans l'échantillon ont été exprimés en pourcentage des coûts de fabrication réellement supportés par ces producteurs-exportateurs. Ce pourcentage a été appliqué aux coûts de fabrication non faussés.
- (114) Dans la première note sur les sources, la Commission a informé toutes les parties qu'elle avait l'intention d'utiliser les données financières de Kütahya Porselen extraites de ses registres financiers accessibles au public pour établir un montant non faussé et raisonnable pour les frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux ainsi que pour les bénéfices.
- (115) Les erreurs administratives signalées par les parties intéressées ont été examinées, ce qui a donné lieu à une révision de la marge des frais généraux et administratifs, qui s'établit désormais à 36,25 % exprimée en pourcentage du coût des marchandises vendues.

³⁶ <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=62804>

³⁷ <https://www.spglobal.com/commodity-insights/en/news-research/latest-news/lng/022924-china-2024-lng-imports-expected-to-rise-81-on-year-to-77-mil-mt-cnpc-etri>

³⁸ [EMRA | Autorité de régulation du marché de l'énergie.](#)

- (116) Après avoir soigneusement examiné toutes les observations reçues, la Commission a sélectionné les données financières de Kütahya Porselen extraites de ses registres financiers facilement accessibles pour la période d'enquête afin d'établir un montant non faussé et raisonnable pour les frais de vente, les dépenses administratives et les autres frais généraux ainsi que pour les bénéfices.

3.2.7. Calcul

- (117) Sur la base de ce qui précède, la Commission a construit la valeur normale par type de produit sur une base départ usine, conformément à l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), du règlement de base.
- (118) Tout d'abord, la Commission a établi les coûts de fabrication non faussés. Elle a appliqué les coûts unitaires non faussés à la consommation réelle des différents facteurs de production des producteurs-exportateurs inclus dans l'échantillon. Ces taux de consommation ont été vérifiés lors de la vérification. La Commission a multiplié les facteurs d'utilisation par les coûts unitaires non faussés observés dans le pays représentatif, comme décrit à la section 3.2.3.1.
- (119) Une fois les coûts de fabrication non faussés établis, la Commission a appliqué les frais généraux de fabrication, les frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux, les bénéfices et l'amortissement, comme indiqué au considérant (112). Ils ont été déterminés sur la base des états financiers de Kütahya Porselen pour la période d'enquête, comme expliqué au considérant (116).
- (120) Les frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux, exprimés en pourcentage du coût des marchandises vendues («COGS») et appliqués aux coûts de production non faussés, s'élevaient à 36,25 %. Le bénéfice, exprimé en pourcentage du COGS et appliqué aux coûts de production non faussés, s'élevait à 20,42 %.
- (121) Sur cette base, la Commission a calculé la valeur normale par type de produit au niveau départ usine, conformément à l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), du règlement de base.

3.3. Prix à l'exportation

- (122) Les producteurs-exportateurs inclus dans l'échantillon ont exporté vers l'Union soit directement à des clients indépendants, soit par l'intermédiaire de sociétés liées agissant en tant que négociants.
- (123) Pour les producteurs-exportateurs inclus dans l'échantillon qui ont exporté le produit concerné directement à des clients indépendants dans l'Union, le prix à l'exportation était le prix réellement payé ou à payer pour le produit concerné lors de sa vente à l'exportation vers l'Union, conformément à l'article 2, paragraphe 8, du règlement de base.

3.4. Comparaison

- (124) L'article 2, paragraphe 10, du règlement de base impose à la Commission d'effectuer une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation au même stade commercial et de tenir compte des différences dans les facteurs qui affectent les prix et leur comparabilité. Dans le cas présent, la Commission a choisi de comparer la valeur normale et le prix à l'exportation des producteurs-exportateurs inclus dans l'échantillon au niveau commercial départ usine. Comme expliqué plus en détail ci-dessous, la valeur normale et le prix à l'exportation ont été ajustés, le cas échéant, afin: i) de les ramener au niveau départ usine; et
- (ii) tenir compte des différences entre les facteurs qui, selon les allégations et les démonstrations, affectaient les prix et leur comparabilité.

3.4.1. Ajustements apportés à la valeur normale

- (125) Comme expliqué au considérant 120, la valeur normale a été établie au niveau départ usine en utilisant les coûts de production ainsi que les montants correspondant aux frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux et à la marge bénéficiaire, qui ont été ajustés à ce niveau commercial.

3.4.2. Ajustements apportés au prix à l'exportation

- (126) Afin de ramener le prix à l'exportation au niveau départ usine, des ajustements ont été opérés pour tenir compte des droits de douane, des autres frais d'importation, du fret, de l'assurance, de la manutention, du chargement et des frais accessoires.
- (127) Il a été tenu compte des facteurs suivants affectant les prix et leur comparabilité: le coût du crédit et les frais bancaires.

3.5. Marges de dumping

- (128) Pour les producteurs-exportateurs ayant coopéré inclus dans l'échantillon, la Commission a comparé la valeur normale moyenne pondérée de chaque type de produit similaire au prix à l'exportation moyen pondéré du type correspondant du produit concerné, conformément à l'article 2, paragraphes 11 et 12, du règlement de base.
- (129) Sur cette base, les marges de dumping définitives, exprimées en pourcentage du prix franco frontière de l'Union, avant dédouanement, sont les suivantes:

Groupe de producteurs-exportateurs	Marge de dumping définitive
Groupe Fun Lin Wah	446,5 %
Groupe Hunan Hualian	81,5
Groupe Hunan Huazhi	227,8 %
Entreprises coopérantes non retenues dans l'échantillon	138,6

3.6. Caractère durable du changement de circonstances dans le cadre du réexamen intermédiaire partiel

- (130) Conformément à l'article 11, paragraphe 3, du règlement de base, la Commission a analysé si le changement de circonstances concernant le dumping était de nature durable.
- (131) Compte tenu de la non-coopération du gouvernement chinois, comme expliqué au considérant 37 ci-dessus, les conclusions de la présente section ont été fondées sur les données disponibles, à savoir les informations fournies dans la demande de réexamen et celles recueillies au cours de l'enquête.
- (132) Dans sa demande, le requérant a mis en avant les efforts récemment déployés par les autorités locales et municipales chinoises pour favoriser une importante reconsolidation de l'industrie céramique par le biais de stratégies de développement industriel basées sur des clusters. La Commission a examiné la reconsolidation de l'industrie céramique autour de grandes entreprises leaders clés, soutenue par les autorités chinoises. Ces clusters, également appelés « zones de haute technologie » ou « parcs », offrent des conditions favorables aux industries à forte intensité de ressources

et à forte intensité énergétique, ainsi que des programmes de promotion généreux destinés à inciter de nouveaux acteurs à s'implanter³⁹.

- (133) Les plans récents se sont concentrés sur l'optimisation du processus de production et de la structure industrielle en développant une industrie plus concentrée, centrée autour de grandes entreprises phares compétitives. Une importance capitale a été accordée à la création de nouveaux brevets et à la promotion des activités de recherche et d'innovation au sein de ces entreprises phares⁴⁰.
- (134) Cette stratégie centrale est confirmée dans de nombreux documents de planification axés sur l'industrie de la « céramique quotidienne »⁴¹ publiés au niveau provincial et municipal.
- (135) Les provinces du Guandong, du Fujian et du Hunan, ainsi que la municipalité de Liling, en sont de bons exemples.
- (136) *Le plan d'action 2020 de Chaozhou pour la création d'un pôle industriel céramique d'une valeur de 100 milliards de yuans* (province du Guangdong) contient non seulement des dispositions détaillées visant à développer l'industrie céramique de la région, mais définit également des programmes d'investissement destinés à soutenir la création d'économies d'échelle :
 - « Classer de manière exhaustive la liste des entreprises céramiques clés, établir un échelon de développement des entreprises et apporter un soutien clé conformément au principe « une entreprise, une politique », et approfondir la formation d'entreprises phares à grande échelle. Regrouper et acquérir des entreprises, développer vigoureusement l'économie des sièges sociaux, promouvoir la construction de bases de sièges sociaux et s'efforcer d'améliorer la compétitivité globale »⁽⁴²⁾ [...]
 - « Planifier scientifiquement le positionnement du parc industriel et donner la priorité à la garantie d'un espace haut de gamme pour l'industrie céramique. [...] et promouvoir la création d'une grande plateforme pour attirer et stimuler les grands projets. »⁴³
 - « Ajuster de manière appropriée les prix de l'eau, de l'électricité et du gaz pour les entreprises, et utiliser les politiques de prix pour aider les entreprises à réduire leurs coûts de production. Guider les institutions financières afin d'optimiser et d'ajuster l'orientation des investissements en capital, d'étendre l'effet d'échelle [...] et de fournir des produits et services financiers de haute qualité pour les fusions et acquisitions d'entreprises, en amont

³⁹ Think!Desk China Research and Consulting, Rapport Partie II, « Développement et orientations politiques de l'industrie chinoise de la céramique à usage quotidien », 12 janvier 2024, p. 10.

⁴⁰ Département provincial de l'industrie et des technologies de l'information du Fujian, « Avis du département provincial de l'industrie et des technologies de l'information du Fujian et de sept autres départements sur plusieurs mesures visant à soutenir le développement de haute qualité de l'industrie de la « porcelaine blanche de Chine · Dehua », 8 novembre 2022.

⁴¹ Dans les statistiques et documents officiels chinois, la production de vaisselle et d'ustensiles de cuisine en céramique est souvent observée dans le secteur de la « céramique d'usage quotidien », qui comprend également d'autres articles en céramique à usage domestique.

⁴² Gouvernement local de Chaozhou, « Plan d'action de Chaozhou pour créer un pôle céramique d'une valeur de 100 milliards », 5 août 2020. Page 6.

⁴³ Ibidem. Page 9.

*et l'intégration des ressources en amont et en aval, l'augmentation du capital et l'expansion de la production. »*⁴⁴

- (137) De même, le plan 2022 du département provincial du Fujian contient des mesures concrètes visant à renforcer *les entreprises leaders et clés* et à réduire les coûts fixes en augmentant la production :
- *« Explorer la création d'une zone pilote d'innovation pour la céramique Haisi, promouvoir le développement de l'industrie céramique afin qu'elle dépasse dès que possible les 100 milliards de yuans et devienne une base de production céramique importante dans le pays et un pôle industriel compétitif [...] soutenir la construction de plateformes publiques telles que des centres de R&D et de conception céramique, des centres d'épreuve rapide, des centres d'impression, des centres de traitement de l'argile et des centres d'approvisionnement et de fourniture centralisés de matières premières afin d'améliorer les niveaux de service des plateformes. »*⁴⁵
- (138) En outre, le plan détaille les efforts d'investissement des autorités locales pour soutenir les entreprises clés avec plus de 30 millions de yuans entre 2023 et 2025⁴⁶.
- (139) Dans la ville de Zhuzhou (province du Hunan), un pôle industriel a été créé en 2023 sous le nom de « Liling Ceramic Industry Cluster »⁽⁴⁷⁾ favorisant la croissance de grands groupes céramiques de haute technologie ad hoc⁴⁸⁴⁹.
- (140) En conséquence, les autorités municipales de la province du Hunan ont reçu pour directive de « promouvoir l'expansion des capacités industrielles, l'amélioration de la qualité et le renforcement de l'efficacité » à travers plusieurs projets, notamment le soutien à la construction de nouvelles usines et d'autres moyens d'expansion des capacités, comme indiqué dans les première et deuxième séries de *projets clés pour l'expansion et la modernisation des capacités des entreprises industrielles dans la province du Hunan*⁵⁰.
- (141) Dans le cadre de cette stratégie, les autorités chinoises, avec le soutien massif de l'État, ont procédé à une profonde restructuration de l'industrie céramique chinoise en encourageant les fusions et en augmentant la taille et la productivité des grands acteurs.
- (142) La vérification des entreprises échantillonnées a permis de démontrer clairement cette dynamique, car il a été observé que les champions régionaux identifiés dans les plans et stratégies susmentionnés avaient absorbé la capacité de production de plusieurs entreprises de leur même parc industriel au cours des dernières années.

⁴⁴ Ibidem. Page 32.

⁴⁵ Département provincial de l'industrie et des technologies de l'information du Fujian, « Avis du département provincial de l'industrie et des technologies de l'information du Fujian et de sept autres départements concernant plusieurs mesures visant à soutenir le développement de haute qualité de l'industrie de la « porcelaine blanche de Chine · Dehua » », 8 novembre 2022. Page 1.

⁴⁶ Ibidem. Page 3.

⁴⁷ ST Daily, communiqué de presse, « Fujian Dehua, « capitale mondiale de la porcelaine » : la fabrication intelligente montre la voie et l'ensemble de la chaîne soutient la modernisation de l'industrie », 22 novembre 2022, p. 1.

⁴⁸ Gouvernement du Hunan, communiqué de presse, « La « ville millénaire de la porcelaine » crée un pôle industriel céramique de 100 milliards de dollars », 10 mars 2022.

⁴⁹ Gouvernement du Hunan, communiqué de presse, « Le Hunan compte cinq nouveaux pôles industriels de PME », 19 octobre 2023.

⁵⁰ Avis sur la publication de la « deuxième série de projets clés pour l'expansion et la modernisation des capacités des entreprises industrielles dans la province du Hunan », département provincial de l'industrie et des technologies de l'information du Hunan gxt.hunan.gov.cn Date : 6 décembre 2023.

- (143) Lors de la précédente enquête au titre de l'expiration des mesures, qui recoupe en partie la période couverte par la présente enquête intermédiaire, il a été constaté que la Chine disposait d'une capacité de production de 87 milliards de pièces en céramique en 2023, avec une capacité inutilisée de 18,7 %⁵¹, ce qui représente une augmentation constante depuis la dernière enquête.
- (144) Les éléments de preuve recueillis mettent en évidence les efforts déployés par les autorités locales et municipales chinoises pour favoriser une consolidation majeure de l'industrie céramique grâce à des stratégies industrielles et de développement basées sur des clusters autour de plusieurs grandes entreprises clés. Les plans énumérés ci-dessus ont identifié et approuvé des champions régionaux dotés de solides départements de R&D et d'un réseau de fournisseurs bien établi, et ont créé les conditions leur permettant d'augmenter leur capacité de production. Dans le cadre de cette stratégie, les autorités locales chinoises, bénéficiant d'un soutien important de l'État, ont conduit à une profonde restructuration de l'industrie céramique chinoise en encourageant les fusions et en augmentant la taille et la productivité des grands acteurs.
- (145) En outre, comme en témoignent les stratégies gouvernementales ainsi que les documents de planification publiés au niveau provincial et municipal (voir les considérants 133 à 139) et les informations obtenues lors de la vérification des sociétés incluses dans l'échantillon, depuis l'enquête initiale, l'industrie chinoise de la vaisselle en céramique s'est transformée grâce à une concentration progressive du secteur et à des investissements importants dans les infrastructures et la recherche.
- (146) Cette consolidation est d'une ampleur qui prouve son caractère structurel et irréversible, reflétant un changement durable dans la configuration de l'industrie et les chaînes d'approvisionnement. Elle constitue donc un changement fondamental et durable de circonstances qui justifie le réexamen des marges de dumping.
- (147) En outre, les statistiques chinoises relatives aux exportations vers l'Union, fournies dans la demande de réexamen, montrent une baisse des prix d'environ 15 % depuis 2019. Étant donné que, lors du récent réexamen au titre de l'expiration des mesures, il a été constaté que les prix chinois étaient inférieurs de plus de 38 % à ceux de l'industrie de l'Union, de nouvelles baisses de prix potentielles rendues possibles par la restructuration du secteur et l'utilisation consécutive d'économies d'échelle porteraient sans aucun doute préjudice à l'industrie de l'Union.
- (148) Compte tenu de ce qui précède et du niveau des importations effectuées à des prix de dumping très bas au cours de la période d'enquête de réexamen de la dernière expiry review, la Commission a conclu que la condition prévue à l'article 11, paragraphe 3, du règlement de base, à savoir que «*les mesures existantes ne sont plus suffisantes pour contrebalancer le dumping*», était remplie.

4. MESURES ANTIDUMPING

4.1. Forme et niveau des droits

- (149) Sur la base des conclusions auxquelles est parvenue la Commission dans le cadre du présent réexamen intermédiaire partiel limité au dumping, conformément à l'article 11, paragraphe 3, du règlement de base et à l'article 9, paragraphe 4, dudit règlement, il convient de modifier le droit antidumping institué sur les importations du produit concerné originaire de la RPC.

⁵¹ Étude de marché de Hangzhou Zhongjing Zhisheng – Rapport 2024 sur le marché chinois de la céramique de usage quotidien, pages 32 à 36, fourni à l'annexe 5 de la demande de réexamen au titre de l'expiration des mesures.

4.1.1. Faisabilité de l'imposition de taux de droit individuels

- (150) Au cours de l'enquête, la Commission a trouvé des éléments de preuve considérables remettant sérieusement en cause la faisabilité de l'imposition de taux de droit individuels conformément à l'article 9, paragraphe 5, du règlement de base.
- (151) Tout d'abord, l'analyse des distorsions importantes, telle que présentée à la section 3.2.1, a mis en évidence la surveillance étroite exercée par les autorités chinoises sur le secteur de la céramique (voir considérants 44 à 56).
- (152) L'échantillonnage a clairement montré que l'industrie chinoise de la vaisselle et des ustensiles de cuisine en céramique est profondément imbriquée, et une analyse plus approfondie a mis en évidence des liens solides et complexes entre les producteurs, les négociants et les pouvoirs publics, qui sont structurels au secteur et profondément ancrés dans les chaînes d'approvisionnement de l'ensemble de l'industrie.
- (153) Au cours des visites de vérification, il a été observé que tous les producteurs inclus dans l'échantillon avaient acheté à d'autres producteurs des marchandises relevant de la description du produit faisant l'objet de l'enquête au cours de la période d'enquête de réexamen et les avaient exportées vers le marché de l'Union. Cela renforce l'évaluation de la Commission selon laquelle cette pratique de revente est un modèle d'exportation habituel dans le secteur. En outre, lors de la vérification, il a été observé que tous les producteurs inclus dans l'échantillon se livraient également à la revente de produits fabriqués par d'autres sociétés à des fins d'exportation et que la chaîne d'approvisionnement qui suivait comportait une ou plusieurs étapes intermédiaires de négociants indépendants avant que les marchandises n'arrivent dans l'Union. En fait, toutes les sociétés soumises à vérification avaient, dans certains cas, omis de fournir l'ensemble approprié de déclarations signées requis aux annexes 2 et 3 du règlement d'exécution (UE) 2019/2131 de la Commission du 28 novembre 2019 («règlement 2019/2131»).
- (154) L'application des taux de droit antidumping individuels aux sociétés mentionnées au paragraphe 3 du règlement (UE) 2019/2131 pendant la période d'enquête de réexamen était subordonnée à la présentation aux autorités douanières des États membres des déclarations signées susmentionnées. Étant donné que la pratique du multi-approvisionnement se produit au niveau des producteurs, tout système de présentation de documents à la frontière de l'Union est considéré comme insuffisamment efficace dans ce cas, indépendamment de toute autre exigence supplémentaire qui pourrait être introduite.
- (155) En outre, en 2019, la Commission a ouvert une enquête anticontournement et a constaté l'existence de pratiques de détournement entre les producteurs-exportateurs bénéficiant de taux de droit individuels (plus bas). À la suite de cette enquête, une mesure de sécurité supplémentaire a été mise en place pour bénéficier d'un taux de droit individuel. Toutefois, les éléments de preuve recueillis au cours de l'enquête remettent en question le caractère approprié et l'efficacité des exigences actuellement en vigueur, telles que décrites au considérant 149.
- (156) La fragmentation de l'industrie chinoise, conjuguée aux changements structurels consécutifs à la consolidation durable, rend l'approche individuelle des entreprises du système actuel inviable à l'avenir. Cela est démontré, d'une part, par le nombre important d'entreprises chinoises qui ont commencé à exporter et ont demandé à bénéficier du statut de nouveau producteur-exportateur (New Exporting Producer Treatment, NEPT) afin d'obtenir un taux de droit plus avantageux et, d'autre part, par le nombre élevé d'entreprises chinoises bénéficiant d'un taux de droit individuel qui n'ont pas exporté au cours de la période d'enquête de réexamen (plus de 50 sur les 400 entreprises bénéficiant d'un taux de droit individuel), ce qui laisse supposer qu'elles ne sont peut-être plus en activité.

- (157) Sur la base des conclusions et considérations qui précèdent, la Commission a conclu que l'imposition de taux de droit individuels s'est avérée impraticable pour ce secteur et ce produit particuliers et compromettrait l'efficacité de la mesure. Un taux de droit applicable à l'échelle nationale serait plus approprié dans le cas présent, conformément à l'article 9, paragraphe 5, deuxième alinéa, du règlement de base.

4.1.2. Niveau des mesures

- (158) Des mesures antidumping devraient être instituées sur les importations du produit originaire des pays concernés, conformément à la règle du droit moindre prévue à l'article 7, paragraphe 2, du règlement de base. La Commission a comparé les marges de sous-cotation établies lors de l'enquête initiale et les marges de dumping établies au considérant 128 ci-dessus. La marge de dumping constatée lors de la présente enquête de réexamen étant supérieure à la marge de sous-cotation établie lors de l'enquête initiale, le nouveau niveau des mesures sera fondé sur la plus faible des deux marges, à savoir la marge de sous-cotation.
- (159) À cet effet, et compte tenu de l'impossibilité d'appliquer des droits individuels et du fait que toutes les marges de dumping individuelles étaient supérieures à la marge de sous-cotation, la Commission a décidé de comparer la marge de dumping à l'échelle nationale établie dans le cadre du présent réexamen intermédiaire partiel avec le niveau de préjudice applicable à la moyenne de l'échantillon dans l'enquête initiale.

4.2. Droits antidumping définitifs

- (160) Sur la base de ce qui précède, les taux du droit antidumping définitif, exprimés sur le prix CAF frontière de l'Union, avant dédouanement, devraient être les suivants:

	Marge de dumping (%)	Marge de sous-cotation (%)	Droit antidumping définitif (%)
Marge de dumping à l'échelle nationale (%)	138,6	79,0	79,0

- (161) Le taux du droit antidumping spécifié dans le présent règlement a été établi sur la base des conclusions de la présente enquête. Il reflète donc la situation constatée au cours de cette enquête. Ce droit applicable à l'échelle nationale à toutes les sociétés s'applique donc à toutes les importations du produit concerné originaire de la RPC.

5. DISPOSITIONS FINALES

- (162) Compte tenu de l'article 109 du règlement (UE) 2024/2509⁵², lorsqu'un montant doit être remboursé à la suite d'un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne, les intérêts à verser sont calculés sur la base du taux appliqué par la Banque centrale européenne à ses principales opérations de refinancement, tel que publié dans la série C du *Journal officiel de l'Union européenne* le premier jour civil de chaque mois.

⁵² Règlement (UE, Euratom) n° 2024/2509 du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2024 portant règles financières applicables au budget général de l'Union (refonte) (JO L, 2024/2509, 26.9.2024)).